

LAURENT JACOBELLI : « L'État a abandonné la France du travail ! » (LCI)

26 min · Rassemblement National

Laurent Jacobelli : Laurent Jacobelli. Mais ce qui se passe est profondément injuste. Vous avez des Françaises et des Français qui se réveillent le matin, qui vont travailler et qui aujourd'hui gagnent moins d'argent après avoir payé leur plein d'essence que ceux qui ne travaillent pas. On est arrivé dans une situation où l'État a abandonné les Français. On oublie de dire que quand le prix du litre augmente, le premier qui touche de l'argent, c'est l'État. 50 % au minimum du prix du litre aujourd'hui, ce sont des taxes, les taxes sur les assises ou la TVA. Et on a des Français aujourd'hui qui ne peuvent plus finir à la fin du mois, même s'ils travaillent, même s'ils bossent dur. Et un État en face qui dit, on ne peut rien faire. Et bien il y a une urgence, une urgence du court terme, une urgence de la fin, une urgence de la fin de mois. Et là il faut entendre les Français et baisser la TVA comme nous le demandons avec Marine Le Pen. Et puis il y a aussi le moyen à long terme. Parce qu'aujourd'hui les hydrocarbures, on est parti pour durer un petit bout de temps puisque certains ont détruit le nucléaire. Et donc il faut trouver des solutions. On ne lâchera pas les Français en race campagne, sinon évidemment ils seront très inquiets et probablement très en colère.

Comment peut s'exprimer la colère ? Il n'y a pas de référendum sur ce sujet -là ? Il n'y a pas... Le vent est soupable, comment ? Le vote ? Ah bah oui. Oui mais c'est

Laurent Jacobelli : la plus saine des colères. Personne ne veut une révolution, personne ne veut de la violence. Bien sûr si les Français descendent dans la rue, il y aura probablement des motifs parce que le pouvoir d'achat décroît, que malheureusement la pression fiscale est toujours aussi importante et que les perspectives économiques ne sont pas bonnes. Est-ce que ça va arriver,

sauf finalement que vous représentez une voix plutôt conservatrice ici, est-ce que certains noms d'électeurs vont se dire après tout le pays est si mal géré, peut-être qu'il sera mieux géré avec soit l'ERN, soit LFI, qu'il ne l'est pas des gens qui ont l'air apparemment très convenable et respectable, mais qui ne sont pas de très bons gestionnaires

? C'est très étrange. D'abord je ne pense pas que les gens iront dans la rue parce que leur colère se focalise complètement contre le politique. Et comme évidemment on ne parle que de ça et qu'on voit des hommes politiques toute la journée. Sans

vous Vanne, vous n'êtes pas beaucoup allée dans la rue vous-même, Sophie de Monton, vous n'avez pas fait beaucoup de manipci ? Pardon, pardon, je retire, voilà. Vous avez des préjugés, je retire tout de

suite. J'allais dans la rue et figurez-vous que je suis même allée dans la rue avec la CGT une fois. Bravo, bravo, inattendu disons. Et donc je ne suis pas conservatrice, je suis libérale, ce n'est pas du tout conservateur, je tiens à le préciser. Je pense qu'ils n'iront pas dans la rue, je pense qu'ils sont foudrages contre l'Etat. Je pense que, alors, côté positif, c'est l'année des entreprises. C'est -à-dire qu'ils ont beaucoup plus confiance dans leurs entreprises que dans l'Etat et que dans les politiques. Et d'ailleurs ils ont tort parce qu'ils aimeraient même que, il y a eu un sondage, ils aimeraient même que la France soit dirigée par un patron, ce qui est une mauvaise idée. Mais je crois que cette situation, elle est terrible par rapport à tout. Et puis alors, bonne nouvelle aussi, parce que finalement il y a des bonnes nouvelles, c'est qu'autrefois on nous a accusés indéfiniment d'être

responsables du pouvoir d'achat, on n'en payait pas assez nos salariés, c'était notre faute, etc. C'est fini, ils ont compris. Les salariés ont compris que les patrons ne pouvaient pas les augmenter. Ils sont dans le même bain. Donc moi je vois dans cette prise de conscience quelque chose de très nouveau, on ne connaissait pas.

Question de nos téléspectatrices et téléspectateurs, internautes aussi, première question, Emmanuel de Buxteui, bonsoir. N'avez-vous pas la crainte d'une rébellion populaire style gilet jaune ? Et lui, il monte encore les prix, il dit, fois 10. Non, point

10. On peut se dire quand même, enfin c'est vrai que tout dépendra du niveau de l'essence, mais il y a un exutoire naturel à la colère, bientôt, avec des élections présidentielles. Donc probablement ça augmente le seuil de déclenchement. Ça c'est le premier point. Le deuxième point c'est que justement les gilets jaunes, c'était une réaction à une augmentation des taxes décidée par le gouvernement. Là les gens ont bien compris que c'est ça, que ça n'était pas le cas. Juste quelques chiffres, Darius, qui sont très intéressants, qui ont été donnés hier par l'INSEE. L'INSEE a mesuré le poids que représentent dans le budget des ménages modestes, les achats de carburant. Il y avait en 2021, à une époque où le prix de l'essence était beaucoup plus faible, 10 % des ménages français possédant une automobile qui dépensait plus d'un mois de revenus en carburant. Et l'INSEE a calculé ce que ça serait aujourd'hui, donc avec les prix de 2026, il dit c'est le double. Ça veut dire qu'aujourd'hui, en France, vous avez un ménage sur cinq qui dépense plus d'un mois de revenus en carburant. Et c'est davantage en zone rurale, bien évidemment, où on n'est pas loin d'un ménage sur trois.

Et avec le diesel, qui est un problème phénoménal, on est 97 % des voitures en diesel et ça coûte encore plus cher. Donc on a, parce qu'on a fait une fiscalité sur le diesel qui était avantageuse. Donc tout est conjugué pour effectivement que... Et on

passer par Stécy à la pompadure en s'en joue de jeu, des questions tous azimuts, effectivement, On vient plutôt aux solutions. Si on pense que le gouvernement fait mal, on va en voir aux solutions

aussi. Stécy, vous avez une question ? Il y a d'autres choses à proposer. Allez-y Stécy. Oui

bonsoir, donc du coup j'ai une question. J'ai envie de savoir pourquoi les prix en Espagne, par exemple, sont moins chers qu'en France, et la cause de ces prix qui sont complètement différents.

Éric O'Crax, gouvernement de gauche

en Espagne, c'est chez vous, presque. Le gouvernement de gauche en Espagne, il a surtout effectivement joué sur une baisse des taxes. Voilà, c'était clairement ça. Bon, moi je pense que c'est pas la solution, parce que quelque part on se trompe de responsable. Moi, tout à l'heure on disait, comment va s'exploiter la rébellion populaire ? Alors elle va s'exprimer dans les urnes, contestablement, et nous on espère qu'elle va s'exprimer pour nous, on essaie de le construire. Maintenant attention, parce que à un moment donné, la supportabilité pour les Français en termes de pouvoir d'achat, personne ne peut dire s'ils attendront patiemment les urnes pour exprimer quelque chose. Donc ça c'est la première réaction. Mais de quoi pardon ? Qu'est-ce que ça pourrait être avant les urnes ? C'est pas moi qui fait mobilisation sociale, mais personne n'attendait les gilets jaunes, d'accord ? C'est venu. Personne n'attendait... Qui nous dit qu'il ne va pas y avoir des mobilisations sociales par rapport au pouvoir d'achat qui vont être importantes ? Bientôt, là en ce moment, il y a une grève des pompiers. Vous me direz quel rapport ? Oui, il y a un rapport. C'est que par exemple, en termes de ce que devraient avoir les pompiers en termes de matériel humain, etc., vis-à-vis des incendies, il y a une colère qui s'exprime parce que ça fait des années qu'on ne met

pas les moyens nécessaires sur ces questions. Donc je ne sais pas par où ça peut venir, mais je ne répondrai pas aussi facilement. Il y a les élections. Mais par contre, nous, notre rôle responsable politique, à partir du moment où je suis d'accord, on estime que le gouvernement ne fait pas ce qu'il faut faire, c'est de poser des solutions. Or aujourd'hui, vous demandiez d'où venait l'augmentation des prix. Est-ce que vous savez que depuis janvier, et plus particulièrement depuis juillet, ce qui augmente considérablement le prix de l'essence, ce n'est pas la question de l'approvisionnement, ce n'est pas la question du prix du baril, c'est le fait que les marges des raffineurs ont été multipliées par 4. Alors qui sont les profiteurs d'après vous ? Multipliés, justement, je vous le dis, Total qui a fait 25 milliards de bénéfices sur le premier semestre, c'est -à-dire plus de 30 % de plus que l'an dernier, et qui notamment, ici en France aussi, justement au niveau des raffineries en France, Mme de Menton, et qui, par exemple sur les raffineries, a une marge de x4, qui fait que, par exemple, presque toute l'augmentation des prix que vous avez à la plombe or, la question des taxes, ils montrent proportionnellement, elle est due à l'augmentation des marges des raffineurs, ce qui explique, je termine là-dessus, pourquoi nous, on pense plutôt qu'il faut aller bloquer les prix au niveau des raffineurs aujourd'hui, moi je préfère que Total paye plutôt que la collectivité ou nos concitoyens pour faire en sorte de ramener le carburant à un prix plus modeste, et ça permettra en plus d'éviter ces spéculations qui sont l'explication majeure, et la recherche de rentabilité des compagnies pétrolières à ce qui se passe depuis ce qui s'est passé à Hormouz, beaucoup plus même que... Alors réaction là-dessus, sur les profiteurs de

guerre d'après... Pourquoi Total ? Pourquoi Total ? Parce que c'est le total, j'aimerais rester sur les raffineurs. Oui, non mais d'abord là-dessus, sur la... Alors c'est très simple. Question à tous sur ce plateau, est-ce que oui ou non, parce qu'à chaque fois c'est débattu, est-ce que oui ou non Total et les autres profitent ? Bon, je vais vous faire une réponse

Laurent Jacobelli : générale, je vais pas mettre une cible dans le dos d'une société en particulier, qui rapporte beaucoup d'argent à la France, une des entreprises qui fait des bénéfices et qui crée de l'emploi et qui a un rayonnement international. Mais je vais quand même vous répondre. Et qui aide les Français ? Je ne vais pas fuir la question. Il y a deux types de sur-profit, ceux qui sont dus à un investissement, à des engagements, à des brevets, qui sont dus à une action volontaire de l'entreprise, et là il faut pas y toucher parce qu'on est là pour encourager l'innovation, encourager l'emploi, encourager les entreprises. Si par un fait de guerre, des gens gagnent plus d'argent sans rien faire d'autre que devoir passer l'hémicycle, alors oui, on peut envisager sur cette partie-là, précisément, une contribution de ceux qui ont bénéficié d'une situation dont ils ne sont pas à l'origine. En revanche, il faut un électrochoc pour les Français parce que mettez-vous à la place des classes moyennes, des classes populaires, de la France rurale. Depuis des années, on leur dit on va éloigner les centres de soins de chez vous, on va mettre dans les villes, c'est plus pratique. On va fermer des gares parce qu'il faut faire des économies. Mais attention, si vous utilisez votre voiture, vous polluez, vous êtes des méchants, alors on va vous taxer. Aujourd'hui, ils sont dans la nasse. C'est -à-dire que pour se soigner, pour amener les gamins à l'université et même pour aller travailler, ils ont besoin de la voiture et on leur dit quoi ? Acheter une voiture électrique à 40 000 euros, sinon, franchement, vous n'êtes pas à la hauteur. Et bien, ce discours n'est plus audible. Il faut aider immédiatement les Français. C'est pour ça, c'est un point de désaccord que je pense que la baisse de la TVA de 20 % à 5,5 % comme le propose Marine Le Pen est utile. Regardez ce qui se passe en Espagne. Pour le coup, on ne peut pas m'accuser de complicité idéologique avec le gouvernement espagnol. Vous allez voir la baisse de la TVA, ça va être la faillite des comptes publics. Les recettes de TVA au premier trimestre 2026 sont supérieures à 2025 parce que les Espagnols continuent à consommer et que parce qu'ils consomment, les entreprises continuent à produire et parce qu'elles produisent, il y a des recettes de TVA.

On repasse par vous, Stacy. Est -ce que vous êtes convaincu parce que vous avez entendu à la seconde des deux politiques ?

Pas trop. Moi, j 'attends vraiment une réforme qui soit concrète et visible pour tous les consommateurs. J 'aimerais savoir, quel que soit le parti politique, qu 'est -ce qui va être réellement mis en place dans votre programme ? que ce soit LFI ou RN, est -ce que vous avez un projet qui soit concret pour les prix de l 'essence ? En 90... Exactement.

Je réponds à Tracy. C 'est ça, Tracy ? Stacy. Pardon, excusez -moi. Stacy. Excusez -moi. Je réponds. En 90, il y a eu des mesures de blocage des prix qui ont empêché à Heure Total de continuer à faire des bénéfices et qui a fait en sorte qu 'on puisse cesser d 'avoir cette espèce de spirale vers l 'augmentation. Nous, on propose de faire référence au même code du commerce pour aller bloquer des prix, non pas au niveau de la distribution, parce que là, on va nous dire à juste titre que ceux qui sont des distributeurs, mais qui ne sont pas des raffineurs, ne pourront pas assumer ce blocage des prix, mais au niveau de ceux, ça peut peut -être déplaire, mais c 'est la réalité. Je veux bien que Total fasse le bonheur des Français. Ce que je sais, c 'est que dans la crise actuelle, ceux qui font des bénéfices méritiques, qui sont des profiteurs de crise, qui a largement été fait au nom du pétrole, c 'est l 'entreprise Total. Je pense que c 'est mieux qu 'elle contribue elle que la question des impôts. Si on baisse la TVA, on baisse les recettes, il vous a pas échappé qu 'on a des déficits, et que donc, on baisse les moyens de l 'Etat, c 'est aussi les moyens de la collectivité. Je préfère une... Faites en sorte de prendre une part des bénéfices de Total. Laissez -le répondre. Ce n

Laurent Jacobelli : 'est pas un cours magistral. Madame, je vais vous répondre. Pour avoir une baisse immédiate, il faut baisser la TVA. Si notre mesure est appliquée, et qu 'on passe de 20 à 5 ,5 %, le litre d 'essence passerait immédiatement à 1 ,83 €. Je crois que c 'est efficace. Le gel des prix, cette forme un peu soviétique, de gestion de l 'économie française, ça aurait deux impacts. Le premier, c 'est que ceux qui produisent du pétrole iront voir ailleurs, et la France ne sera plus distribuée. Ce qu 'a oublié de vous dire, c 'est que le gel des prix en France ne peut avoir une durée maximum que de six mois. Que de six mois. Dans six mois, vous vous retrouvez avec la même solution. Notre solution est pérenne, parce que le coût des hydrocarbures dans la situation géopolitique internationale ne baissera pas de lui -même. Il faut un coup de pouce de l 'Etat.

Écoutons toutes les voix ce soir. Lisez ce que dit Dominique Schoelcher, qui fait la leçon au consommateur, en disant qu 'il n 'est pas cohérent, qu 'il ne voulait pas acheter des tomates, mais des iPhones chers. Je vous dis ce que dit Schoelcher. Qui l 'automate prend quelques centimes fait scandale. Un smartphone qui dépasse les 2 000 € fait rêver, c 'est le nouveau smartphone qui coûte cher. On ne marcherait pas sur la tête, dit Schoelcher. Le parallèle est saisissant quand on regarde l 'historique des prix de l 'iPhone depuis 2007. De 520 € à son lancement, à près de 2500, etc. En revanche, lorsqu 'il s 'agit de rémunérer dignement un producteur, ça déclenche un débat national. Il est temps de nous interroger sur ce qu 'il y a de la valeur dans notre quotidien. Vous prenez cette leçon de morale ? Oui.

J 'apprends un peu, parce que tout le monde est responsable. Là, on parle de taxer et de bloquer. Les dépenses...

Le consommateur est libre, c 'est un marché libre, pas un marché planifié. De quel droit vient -il dire qu 'il doit avoir un salaire confortable ? Les consommateurs sont

libres. Les consommateurs doivent être partis prenants, on ne peut pas les considérer comme passifs. Dans les entreprises, on prend des abonnements, on est en train de faire du covoiturage, il faut qu 'ils diminuent leur consommation d 'essence, parce que c 'est pas possible, il y a aussi de

responsabilité. Mais on parle de bloquer les prix, d'imposer plus, les superprofices sont toujours super, et les dépenses de l'Etat, on n'a pas regardé une seconde. Rien n'a été fait, c'est une honte. Les Français le savent et sont outrés. La seule chance qu'on nous a lancée, en pâture, les bras m'en sont tombés, c'est le salaire des ministres. Les salaires des ministres, c'était pour faire plaisir aux Français qui n'ont pas les mêmes salaires. On n'a pas parlé de tous les aventures de la nature, des parcs de chauffeurs de voitures dans tous les ministères qui sont plétoriques. Donc on est l'Etat taxé. On cherche où taxer ?

Honnêtement, la comparaison de Dominique Schultzscher m'étonne un peu, parce qu'il y a ce qu'on appelle des dépenses contraintes. L'alimentation, vous n'avez pas le choix de vous alimenter ou pas. Il faut le faire pour vous, votre conjoint, vos enfants. Les tomates, c'est un produit de base. L'iPhone, vous avez toujours la liberté de trouver un modèle moins cher qui sera moins efficace, qui vous permettra de remplir les fonctions essentielles. Donc, ça me semble un peu outrancier de dire que les Français ont mauvaise grâce à rémunérer comme il le faudrait les producteurs. Oui,

Laurent Jacobelli : je pense que c'est... Il y a souvent des analyses assez justes sur le monde économique, mais là, les bras m'en tombent. Il y a des Français qui, à partir du 18e mois, ont du mal à nourrir leurs enfants et on les responsabilise et on pointe le doigt sur eux. Vous l'avez très bien dit, il y a des dépenses qu'on ne peut pas éviter, on doit manger des tomates, du pain, et c'est pas la même chose qu'un iPhone. Ça montre un déloignement de la vie réelle des Français. J'aimerais rebondir sur ce que vous avez dit. On ne veut pas baisser les taxes parce qu'on ne veut pas réduire le train de vie de l'Etat. Depuis qu'Emmanuel Macron est arrivé au pouvoir, la pression fiscale a augmenté de 270 milliards par an. Les dépenses de l'Etat ont augmenté de 500 milliards par an. Vous voyez, des économies, il y en a. J'ai pas l'impression qu'on est mieux soigné, trop protégé et pas mieux transporté. Ce sont des chiffres de l'INSEE. J'ai arrondi à 500, c

'est 470 milliards. Les recettes de l'Etat ont baissé depuis 2017, ça, c'est la réalité. De pression fiscale, qui s'est allégée sur les ultra-riches, les dépenses publiques de l'Etat ont baissé de 0,4 %. Tout le débat que nous avons là... On pourra trouver sur l'INSEE les données que j'ai données. C'est intéressant de débattre puisque nous sommes représentants de candidats. Le problème, c'est que quand vous renoncez quelque part à réguler le marché, j'ai compris, le blocage des prix, pour vous, c'est la soviète, etc., il n'y a pas de juste milieu. Vous passez par l'idée que c'est l'Etat qui doit payer avec moins de TVA, le problème, c'est que ça, on en a fait l'expérience. Quand, par exemple, les restaurateurs, il y a quelques années, ont eu une TVA qui a baissé, les prix n'ont pas baissé, ils ont augmenté. Pourquoi ? Si vous n'avez pas une action sur les prix, vous avez un effet d'aubaine qui se passe. Là, on a le même problème sur le carburant. Si vous n'agissez pas sur ce qui fait augmenter le prix, et je le répète, peut-être que les gens vont être surpris parce qu'on parle sans arrêt d'hormous, mais c'est la marche des raffineurs, vous pouvez avoir les prix qui vont augmenter. L'Etat touche en moins, donc nous, parce qu'il y aura moins de recettes. C'est une solution qui n'est pas bonne pour les consommateurs.

Réaction, Stacy, je vous donne la parole. Vous êtes toujours avec nous pour vous quitter la boucle. Vous prenez l'adson de morale de Mr Schoelcher qui dit qu'il y a des enfants gâtés, des gens qui achètent des iPhones à 1 000 euros. Alors,

de mon point de vue, je suis pas du tout d'accord. Je n'achète pas le dernier iPhone, j'ai pas les moyens. Mon budget, comme je disais, si je me fais une journée type, je passe à la pompe à essence, je fais le plein, il y a plus de 100 euros, je passe ensuite à faire mes courses, en moyenne, c'est 120 euros. La journée, elle est vite très chère. Quand j'entends dire qu'on achète les derniers iPhones, c'est faux. C'est -à-dire que,

Stacy, vous n'arrivez pas à payer l'équivalent de ce que vous coûte votre journée. C'est ça, c'est complètement exorbitant. Il est hors sol pour vous, Dominique Schoelcher, quand il dit qu'on va s'acheter des iPhones à 2 000 euros. Tout à l'heure, on vous a entendu, Darius, donner cette petite phrase de Dominique Schoelcher, elle a bondi. Stacy, c'est n'importe quoi, il faut être dans la vraie vie. C'est pas vrai. Certaines le priorisent, mais nous, on ne peut pas.

Est-ce que c'est révélateur de certaines élites françaises ? Alain Beauher parlait de Bercy en des termes incendiaires en disant, Jean, sans doute très brillant, mais comptable, des gens qui n'ont pas une conscience réelle. C'est pas

Laurent Jacobelli : aux politiques d'obéir à Bercy, mais aux politiques. Le politique est élu pour donner une vision du pays. On a une vision très différente avec M. Coquerel, mais on veut défendre une vision de ce que doit être l'Etat, de la France et de son devenir. C'est pas aux contrôleurs de gestion de Bercy de définir la politique. On a l'impression aujourd'hui que nos gouvernants se plient aux dictats de Bercy sans vouloir réformer profondément les choses. Je le répète, la folie de la taxe, la folie de la norme, est en train de tuer notre économie et en tuant notre économie, parce que les chiffres ne sont pas brillants, y compris par rapport à nos partenaires européens, on affaiblit les cotisations sociales et la protection sociale que le général de Gaulle avait promis aux Français. Il faut vraiment revoir cela de fond en comble.

Il dit une autre chose de faux. Il fait la comparaison. Il dit qu'il faut bien rémunérer les producteurs. Le problème, c'est que ça cache quelque chose. Les marches des distributeurs expliquent plus que ce que touchent les producteurs qui sont dans une vraie difficulté. Il y a un côté de pointer les responsabilités qui est de se défausser sur des marches de distribution. On le sait, en dehors des prix payés aux paysans, qui explosent. C'est les consommateurs. qu'il paye. Les deux victimes, c'est à la fois les producteurs, les agriculteurs et à la fois les consommateurs. Donc ça sert aussi un petit peu à masquer les défauts du système.

Qui paiera plus d'impôts et qui devrait payer plus d'impôts ? Sur notre antenne, il y a quelques jours, François Hollande disait les riches. Vous vous demandez à qui c'est les riches ?

Laurent Jacobelli : Il a apporté la réponse

lorsqu'il était président de l'Union. Il a monté les prix. Il a monté les prix. Il était à 4000. Il a dit maintenant c'est plutôt 4500 ou 5000 euros net. Et il dit, c'est les chiffres qu'il dit, c'est à peu près 10 % de la population. Est-ce que vous êtes d'accord avec ça ? Et est-ce qu'on va dans un monde où, de toute façon, voyant tout ça, les impôts vont augmenter

Laurent Jacobelli : pour cette couche-là ? Si les impôts étaient la solution à tout, j'applaudirais dès demain. Et je rejoindrai le parti de M. Coquerel. C'est pas le cas. Aujourd'hui, nous sommes le pays le plus taxé. Est-ce que nous sommes le pays en meilleure santé ? Bien sûr que non. Aujourd'hui, des chefs d'entreprise hésitent à embaucher, non pas parce qu'ils sont méchants, non pas parce que les riches n'ont pas de c-ur, mais tout simplement parce qu'ils ne peuvent pas, à cause de la pression, des cotisations sociales et du fisc. Il faut faire l'inverse, diminuer les impôts, diminuer les impôts de production et même à terme les supprimer pour les entreprises, rapprocher le brut du net. Et ça veut dire diminuer les cotisations. Parce qu'on est arrivé à un moment où l'impôt tue l'impôt. La phrase est célèbre, mais elle est malheureusement vraie. Nous sommes dans un état d'asphyxie fiscale. Donc, quand la seule question de la gauche, c'est qui va-t-on asphyxier encore un peu plus, alors la question est fautive. La question qu'on doit se poser, c'est quelles dépenses on diminue, les dépenses de l'Etat sur le cours de l'Europe, sur les matières et sur le bifocle territorial. Un mot de François Langville, parce qu'il y a un déficit... Ce que nous

disons pas, je vous passe la parole. François.

Non, je pense que c'est une solution complètement illusoire et qu'on est déjà à des niveaux de fiscalité qui sont très problématiques. On est en croissance zéro. Et malgré un déficit de près de 6 % du PIB, c'est comme dans Tintin. Vous avez lu Tintin Naméri ? Oui. Vous vous souvenez de cette machine à faire les saucisses ? On fait rentrer les vaches, il y a les saucisses qui sortent. En France, on fait rentrer les vaches, il n'y a pas de saucisses qui sortent. Parce que, de fait, le taux de prélèvement est tel que ça asphyxie tout. Alors, cela étant dit, dans une période exceptionnelle, pour redresser les comptes, il faut que tout le monde contribue à proportion de ses moyens. Et évidemment, il faut s'intéresser aux dépenses. Je pense que c'est évident. Et qu'il y a un sujet sur l'extrémité du spectre fiscal, c'est -à -dire les très riches, c'est les 1 sur 10 000, dont le taux de prélèvement est bien plus faible que celui des gens qui gagnent 5 ou 7 ou 8 ou 9 000 euros. Ça, c'est une anomalie. Il faut le faire précautionneusement, parce qu'on a besoin de ces gens -là en France. Donc, il ne faut pas les faire fuir. Ils peuvent partir ? Ils peuvent partir. Évidemment

qu'ils peuvent partir. Le capital est

extrêmement volatile. Donc, il faut le faire de façon prévisible, progressive, précautionneuse. Et mettre tout le monde dans le baquet en disant « chacun paye son écho ». Chacun doit payer son écho, évidemment de façon beaucoup plus modeste, au bas de l'échelle. Mais pour autant, il s'agit d'une opération de sauvetage national. C'est ça dont nous avons besoin. Quelle est votre

prédiction ? Tous ces Français, François Hollande dit que c'est 10 % de la population, qui gagnent plus de 4500 euros net, et ce qu'ils doivent s'attendre de toute façon de m'attriquer dans les mois qui viennent. C'est pas ça qui s'est

passé.

Excusez -moi pour le débat. C'est assez vraisemblable, quel que soit l'issue de l'élection. C'est que, effectivement, cette partie des Français, c'est une espèce de réflexe en France. En OIA. D'ailleurs,

ils épargnent énormément. Ils épargnent plus qu'ils n'ont jamais épargné de l'eux de consommer, parce qu'ils sont complètement affolés. Mais je voudrais dire quelque chose, certainement politiquement incorrect, quel que soit le parti qu'on soutienne, et ce n'est pas du tout mon cas, de soutenir le parti de Sarah Knafo. Son livre est absolument stupéfiant de vérité sur ce qu'il faut faire au niveau de l'État. Est-ce que vous l'avez lu ? C'est bien, c'est un peu déséquilibré, le plateau, parce que vous soutenez Madame Knafo. Voilà, voilà. Je viens de dire... Monsieur Jacques -Ely soutient Monsieur Lopin. Madame. Que ce livre est bon, quel que soit le parti qu'on ait. Qu'on soit d'extrême gauche, vous devriez le lire. Je ne suis pas sûr que ce soit

la lecture au favori de la compréhension. Quand quelque chose est

intelligent, quand il y a une analyse

extraordinaire... Je pense que je suis le seul à faire des propositions un peu différentes. Moi, je crois que la question de dire on veut matraquer l'augmentation des impôts, c'est une manière de masquer ce que pour le coup disait à la fin François Langlais qui est le propre du macronisme. C'est que le propre du macronisme, ça a permis à quelques dizaines de milliers d'ultra riches de bénéficier de cadeaux fiscaux comme jamais on a eu sous la Ve République. Et ça, ça a produit quelque chose. Comment vous pouvez dire des trucs pareils ? Ça, Madame de Menton, lisez tous les rapports. Il y

en a un excellent... Cadeau fiscaux, on nous donne des cadeaux dans les entreprises pour ce qu'on nous a enlevé. Il y en a un excellent de Charles de Courson qui a sorti récemment qui n'est pas un assumis. Tout est documenté aujourd'hui. Il y a quelques dizaines de milliers de personnes les plus riches qui sont à peu près imposées, moitié moins, tout à peu confondu que la moyenne des Français qui héritent et qui sont imposés à peu près à 10 % de leur héritage quand la part supérieure de l'héritage d'un 1,8 million est à 45 % et qui, du coup, depuis 2017, nous coûte des dizaines de milliards d'euros, que ça soit à travers la suppression d'ISF, la flat tax. Donc la question, elle est centrale. Pourquoi elle est centrale ? Non seulement parce que ça met en mal le pacte républicain, parce que dans le même temps, la pauvreté a explosé dans le pays. Éric Coquerel, je suis obligé de vous couper parce qu'on va voir avancer mais... Non seulement elle est centrale parce que ces dizaines de milliards qui sont partis dans ces poches, eh bien quelque part, ils ont débarqué. Notamment pour le budget. Ça, c'est de voir éliminer l'objectif. Il y a ceux qui veulent y toucher, ils veulent les préserver. Éric Coquerel, on est forcé d'avancer et ceux qui ne parlent pas pour nous. Notre emèce républicaine nécessite et la justice fiscale et l'efficacité nécessitent qu'on aille les apposer comme les autres Français. Éric Coquerel,

vous serez remplacé. Et vous, si vous êtes prêt à être remplacé par Laure Lavalette ? Ah bah si c'est Laure Lavalette, C'est Laure Lavalette qui vous parlera en votre nom dans quelques instants. Merci beaucoup à vous.